



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE BRIANÇON



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Près de sept offres d'emploi sur dix se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 08 La demande d'emploi en hausse depuis 2010
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Plus de 5 800 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 630 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 68% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AIF et les AFC permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 34 900 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- ② 6 070 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 10 700 salariés du secteur concurrentiel à fin 2019
- ④ 2 810 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 7,3 % de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 4 600 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 41% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 4 480 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 9% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 7% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et aucun résident en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique modéré

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi dépasse les 34 900 (bassin le moins peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 16 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche une diminution par rapport à la période 2007 - 2012 avec -0,4% en moyenne par an (+0,4% région). Ce recul est majoritairement dû au solde migratoire en baisse (-0,6%) qui n'est pas compensé par la hausse du taux d'accroissement naturel (écart entre les naissances et les décès) de +0,2% sur la période.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 25% de la population (28% région). Avec 7% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est inférieur dans ce territoire à celui de la région (10% en région). Les 55 ans et plus comptent pour une part équivalente dans le bassin (35%). Le taux de retraités y est aussi parmi les plus élevés de la région (8%).

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Briançon	région	bassin de Briançon
Hommes	2 406 100	<b>17 300</b>	48%	<b>50%</b>
Femmes	2 624 800	<b>17 600</b>	52%	<b>50%</b>
0-14 ans	846 500	<b>6 100</b>	17%	<b>17%</b>
15-24 ans	550 800	<b>2 800</b>	11%	<b>8%</b>
25-54 ans	1 858 200	<b>13 500</b>	37%	<b>39%</b>
55-64 ans	643 500	<b>5 000</b>	13%	<b>14%</b>
65 ans et +	1 131 900	<b>7 500</b>	22%	<b>21%</b>
Ensemble	5 030 900	<b>34 900</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Briançon	région	bassin de Briançon
15-24 ans	214 100	<b>1 200</b>	10%	<b>7%</b>
25-54 ans	1 632 000	<b>12 600</b>	74%	<b>76%</b>
55-64 ans	359 600	<b>2 700</b>	16%	<b>16%</b>
Ensemble	2 205 700	<b>16 500</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

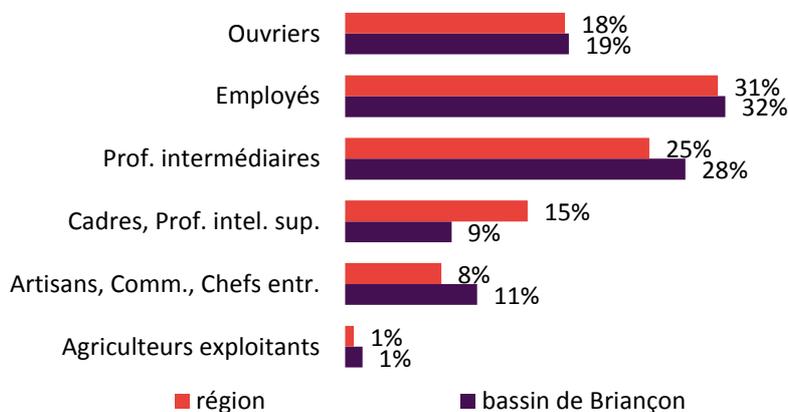
Le bassin compte plus de professions intermédiaires et d'employés que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : + 0,8 pt pour les cadres et -0,4 pt pour les agriculteurs.

Source : INSEE, Recensement de la population

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

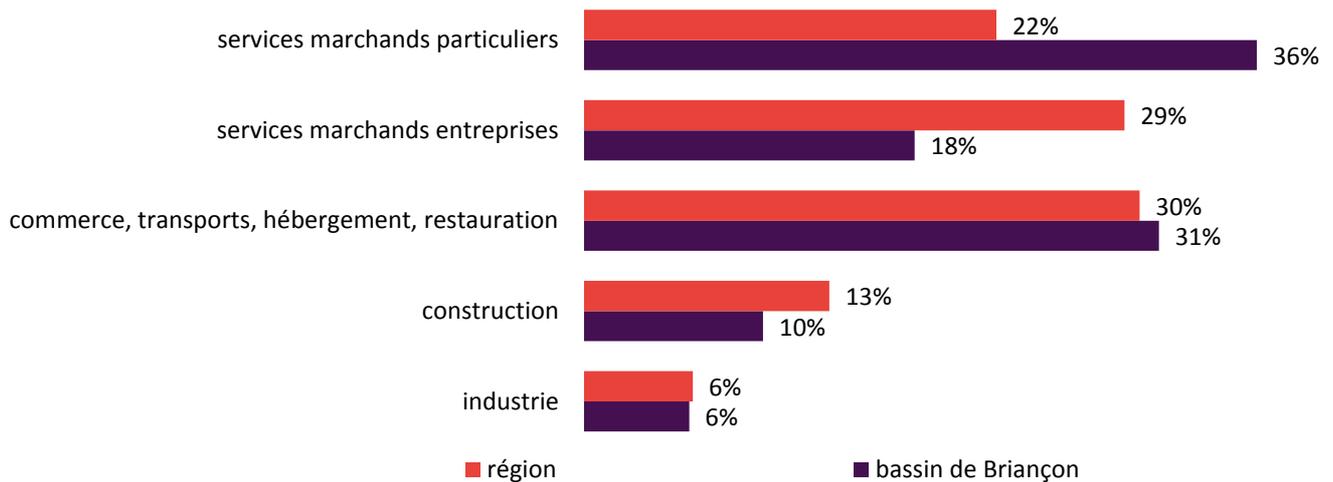


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 6 070 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 1% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est très orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (88% contre 71%). Le tissu productif local comporte plus d'établissements du secteur des services (3 points d'écart avec la région) et 97% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est inférieur à celui de la région (8% contre 12%).

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



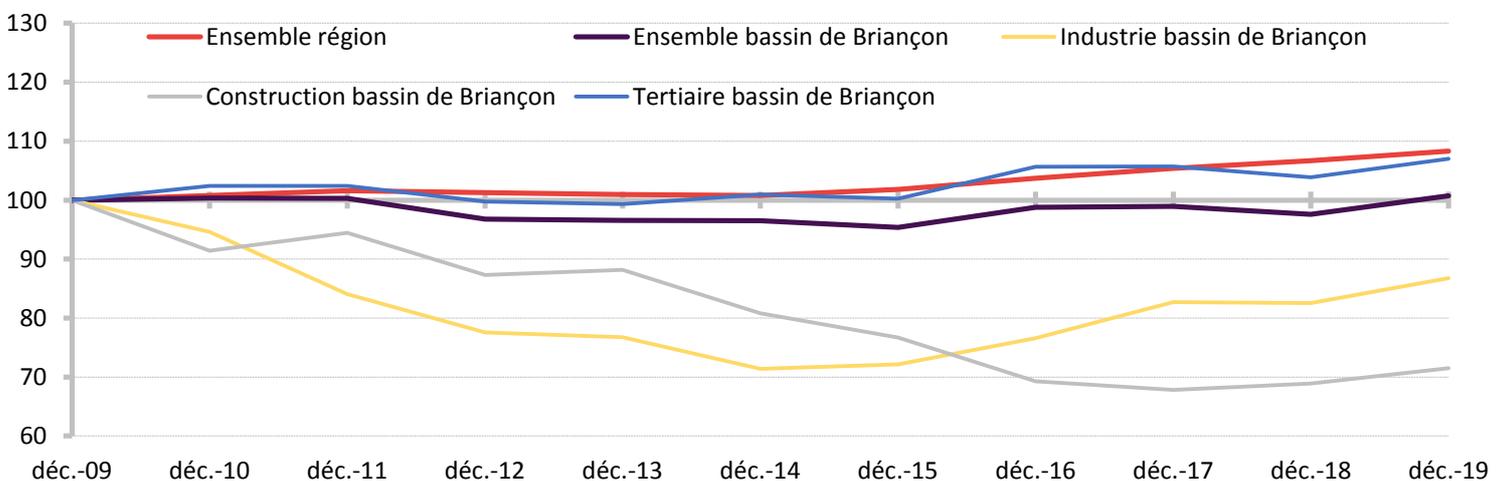
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel qui se maintient

Le taux d'emploi du bassin (72%) est plus haut de 10 points que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter depuis 2017 dans le bassin [cf. Graphique 3], grâce au du secteur tertiaire et de l'industrie. Le niveau d'emploi augmente de +3% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 1 800 établissements du secteur privé y emploient 10 700 salariés, ce qui représente 1% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

### Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

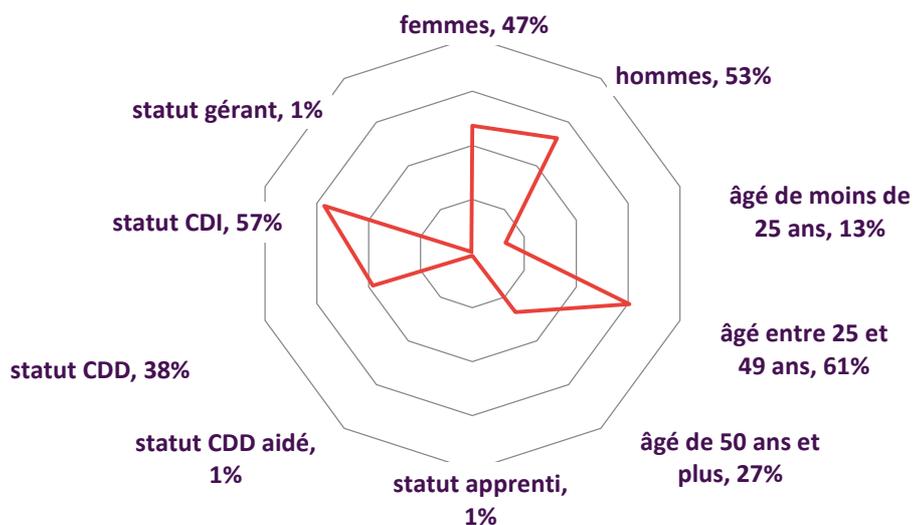


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

### Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

#### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 11 500 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 61% des cas et en CDI dans 57% des cas.

35% des femmes travaillent à temps partiel, contre 12% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

#### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
Quotité de travail de 75% et plus	13%	3%	7%
Temps plein	65%	88%	77%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

#### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	1 170	10%
Téléphériques et remontées mécaniques	1 080	9%
Activités hospitalières	860	7%
Hôtels et hébergement similaire	750	7%
Restauration traditionnelle	670	6%
Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	640	6%
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	440	4%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	290	3%
Supermarchés	190	2%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	170	1%
<b>Ensemble</b>	<b>11 490</b>	<b>100%</b>

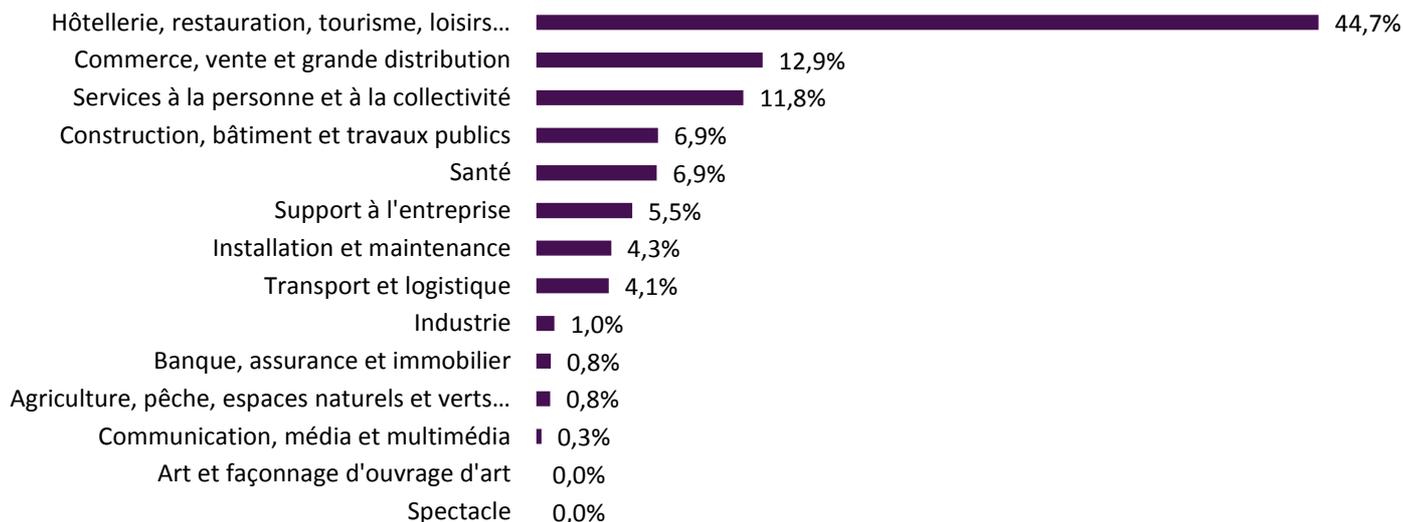
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

## Près de 7 offres d'emploi sur 10 se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 2 800 offres d'emploi ont été déposées dans le bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisir enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 45%. Le commerce, vente et grande distribution suivent avec 13% devant les métiers desservant la personne et à la collectivité (12%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Service en restauration	260	9%
2 <sup>e</sup>	Personnel de cuisine	260	9%
3 <sup>e</sup>	Personnel d'étage	110	4%
4 <sup>e</sup>	Plonge en restauration	100	4%
5 <sup>e</sup>	Vente en articles de sport et loisirs	90	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -15% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 2 800. Les contrats à durée déterminée de plus de 6 mois ont été les plus impactés par ce recul (-22%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que les activités des services administratifs et de soutien et les activités spécialisées, scientifiques et techniques n'ont pas été épargnés.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -4% sur un an et s'établit à 22 100 unités [cf. [Tableau 6](#)]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (350 soit 2% des DPAE), les secteurs de l'hébergement et restauration (7 310 soit 33% des DPAE et 34% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (2 800 soit 13% des DPAE et 13% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	9 300	42%	-7%
Missions intérimaires	400	2%	+107%
Contrats de six mois et plus	2 200	10%	-5%
-Autres- <sup>(*)</sup>	10 200	46%	
<b>Ensemble</b>	<b>22 100</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>

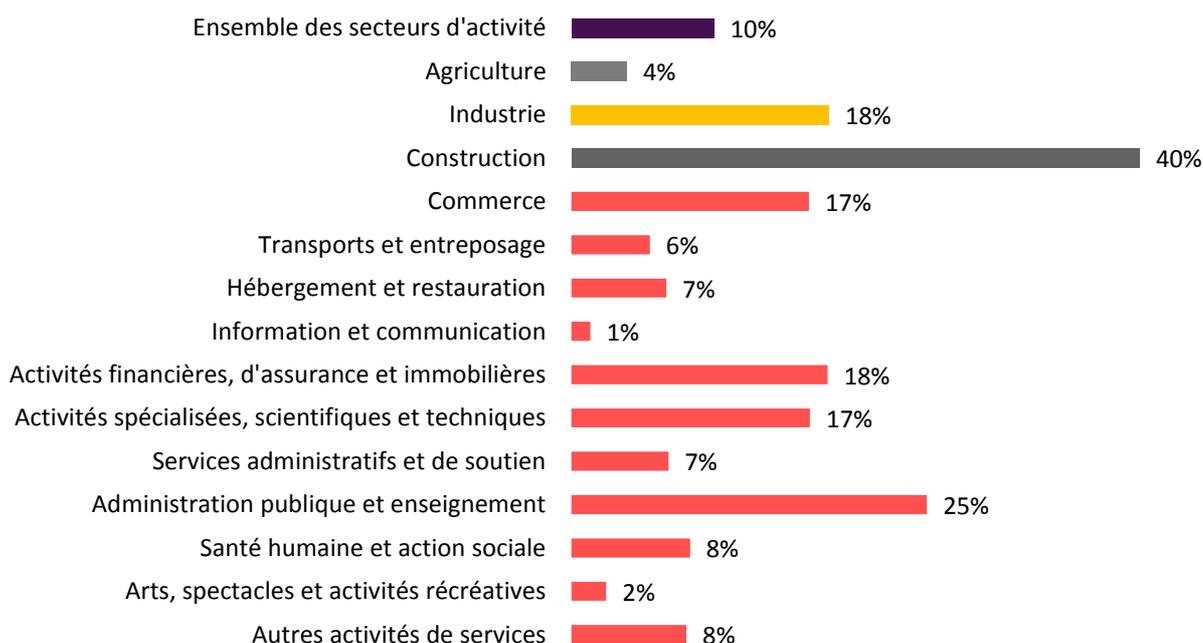
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 10% des DPAE. La construction et l'administration publique et enseignement (respectivement 3% et 5% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 40% et 25%. Le secteur de l'hébergement restauration (34% des DPAE hors intérim) a recours dans 7% des cas à de l'emploi durable [cf. [Graphique 6](#)].

Graphique 6

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



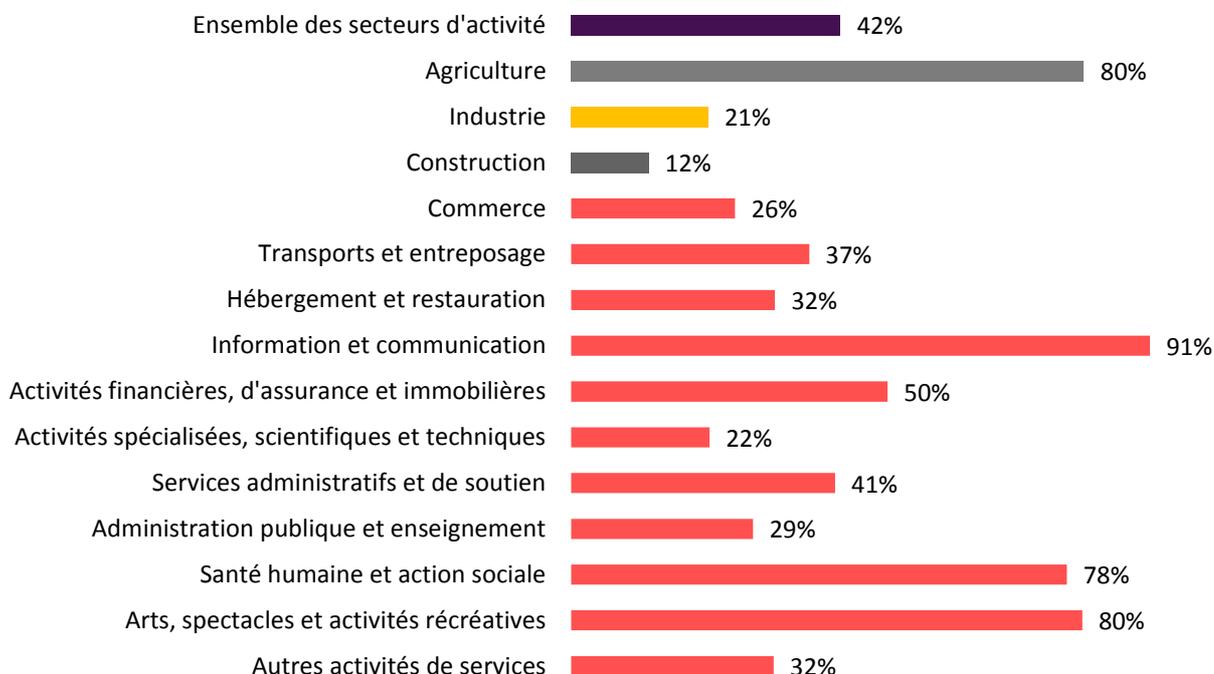
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Plus de 40% des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 1% et 8% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part de contrats courts.

Graphique 7

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés notamment celui de l'administration publique et des activités de services administratifs et de soutien, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 800 contrats, soit +29% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités de service administratif et de soutien ont embauché 1 250 personnes, soit +51% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-11%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-7%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Le commerce est en recul de -3% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

- Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

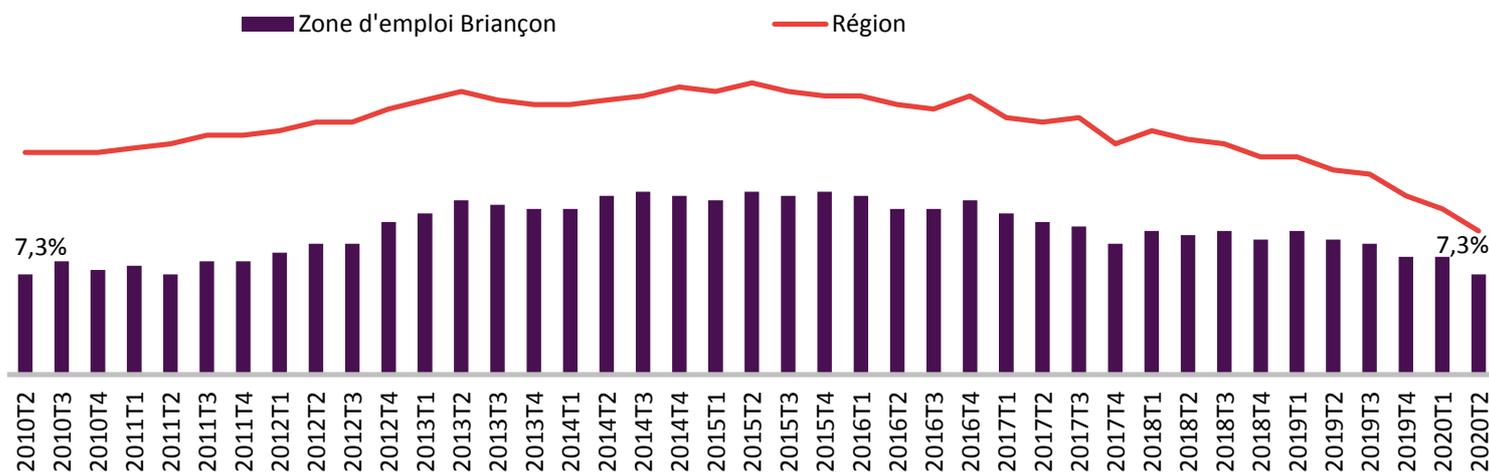


## La demande d'emploi en hausse depuis 2010

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Briançon a peu varié en dix ans [cf. **Graphique 8**] et reste identique avec un niveau de 7,3%, un taux toujours nettement inférieur à celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 2,3 pt en moyenne.

Graphique 8

### Taux de chômage localisé

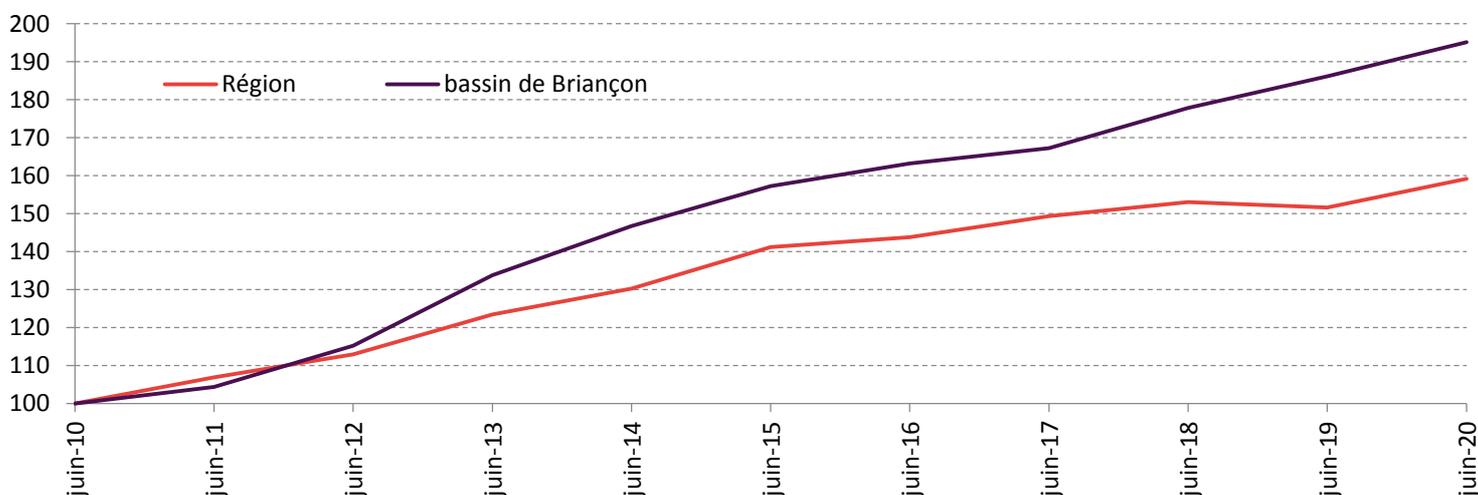


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 4 480 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La demande d'emploi ne cesse d'augmenter depuis juin 2010 et le confinement ne fait qu'accentuer cette hausse. Le bassin affiche une tendance similaire à la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. **Graphique 9**]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont une fois et demi supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont nettement inférieures qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

### Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)

## EN SAVOIR PLUS

- STatistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



## La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi de moins de 25 ans et des 50 ans et plus est la plus impactée par cette hausse.

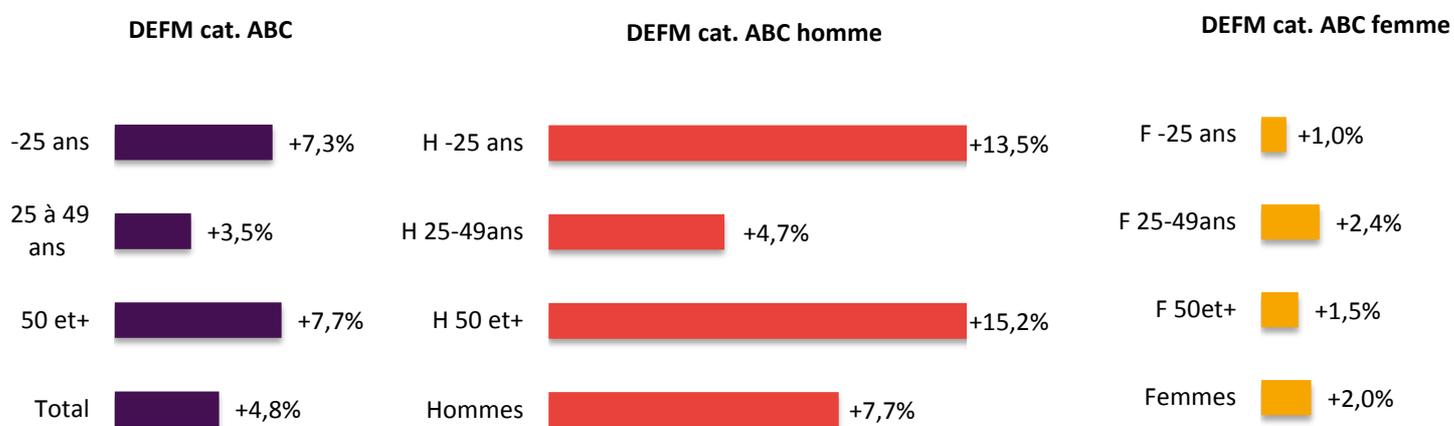
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 430 personnes (soit +30 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 3 000 (+ 100) et les seniors dépassent les 1 000 (soit +75).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (10%) dans la demande d'emploi (13% pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

### Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE , STMT (données CVS)

## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac et brevets professionnels sont les plus représentés dans le bassin (27%) que dans la région (24%). Les femmes sont moins nombreuses avec 49% (51% en région). Les bénéficiaires du RSA sont largement moins nombreux (9%) dans le bassin qu'en région (20%).

## Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a été multiplié par 8 en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 1 300 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 29% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 300 à fin juin 2020, en hausse de +25,4% sur un an.

2 100 DELD  
(≥ 1 an)  
+6,1% sur un an

1 300 DETLD  
(≥ 2 ans)  
+13,3% sur un an

300 en ACO3  
+25,4% sur un an

## EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

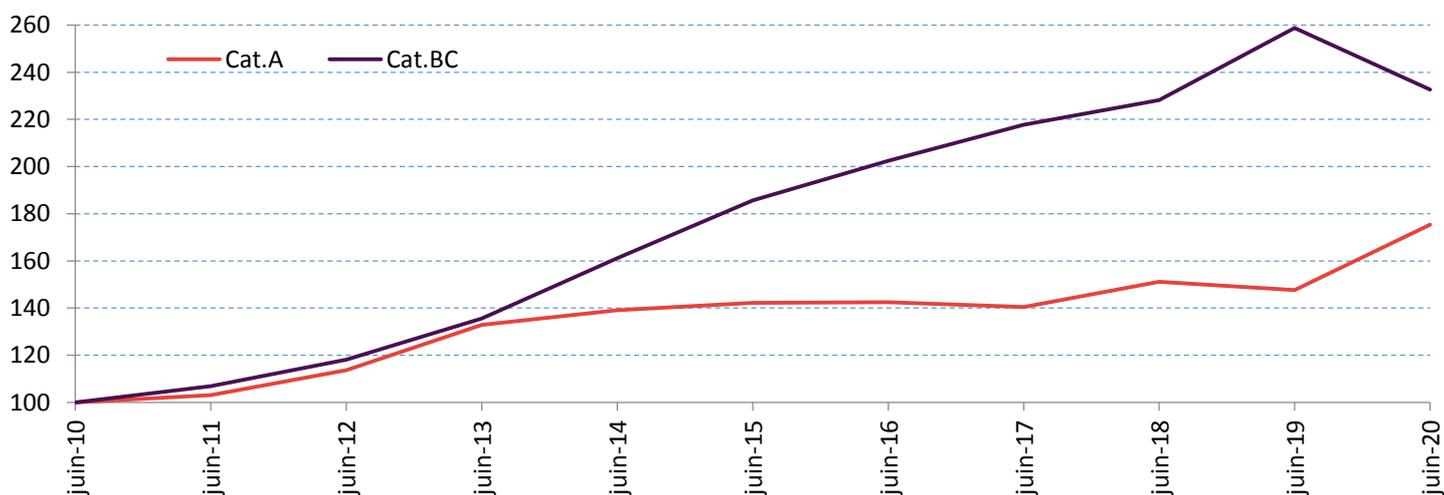


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2013, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2014 à 2018, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Plus de 5 800 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire n'a pas encore commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, en effet l'évolution des reprises d'emploi est encore supérieure sur une année (+0,2%).

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	250	4%	+1,5%
Passage en C	930	16%	+9,5%
Passage en E	10	0%	+247,9%
AFPR / POE	10	0%	+82,0%
DPAE durable	830	14%	+2,1%
DPAE non durable	3 790	65%	-2,7%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>5 820</b>	<b>100%</b>	<b>+0,2%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 1 800 personnes sont ciblées « PIC », soit 40% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les jeunes et les seniors, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Tableaux 8 et 9

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>500 800</b>	<b>100%</b>	<b>268 100</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

bassin de Briançon	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 200	49%	700	39%	32%
Moins de 25 ans	400	9%	200	11%	50%
50 ans et plus	1 000	22%	600	33%	60%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 100	47%	800	44%	38%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	300	7%	200	11%	67%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	-	-	-	-	-
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>4 500</b>	<b>100%</b>	<b>1 800</b>	<b>100%</b>	<b>40%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

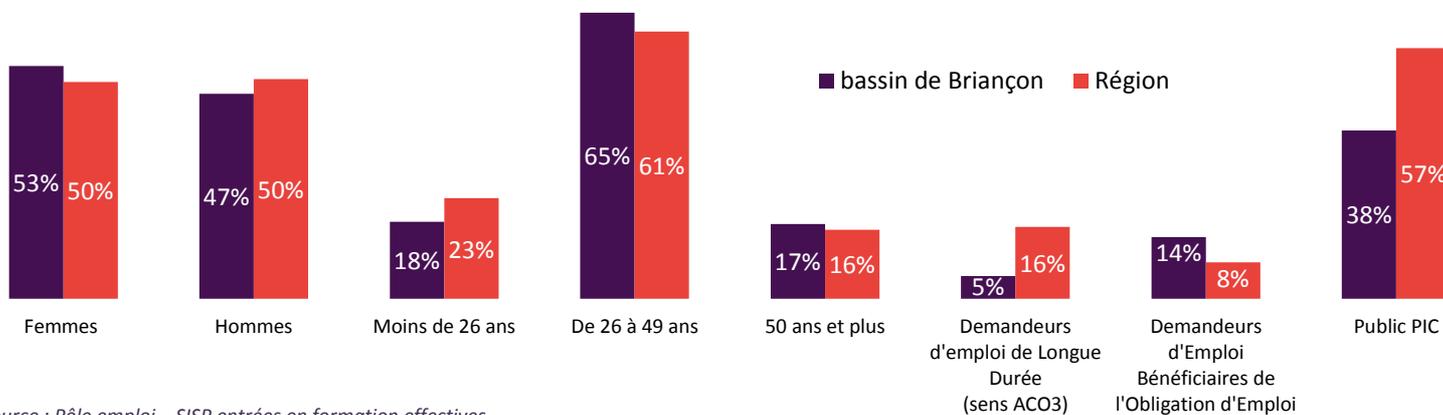


## 630 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 630 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Briançon. Ils représentent 1% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est relativement proche du régional, excepté pour les publics PIC et les demandeurs d'emploi de longue durée qui ont une part moins importante. [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

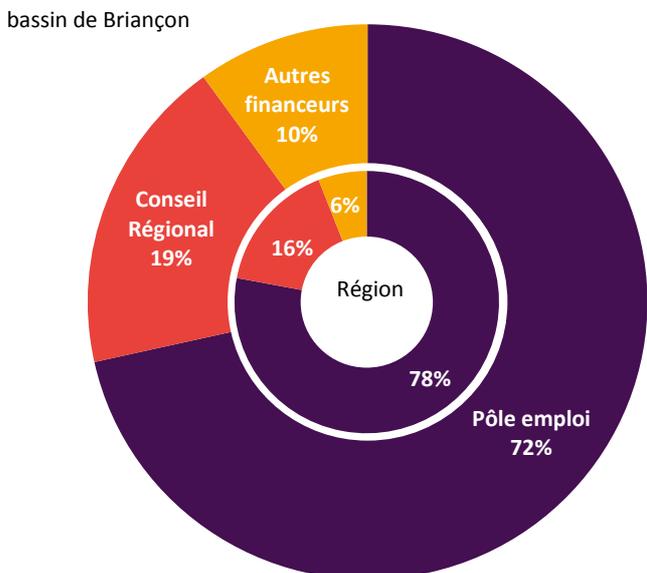
## Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

72% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (33% des aides contre 36% en région), suivent les Aides Individuelles de Formations (AIF) avec 25% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 19% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 33%, la formation générale, lettres, langues (19%) et l'échange et gestion (14%). Les cinq principaux champs [cf. Tableau 10] représentent huit entrées en formation sur dix en 2019.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

### Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	210	33%
Formation generale, lettres et langues	120	19%
Echange et gestion	90	14%
Information, communication	40	6%
Services a la collectivite	40	6%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>630</b>	<b>100%</b>

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

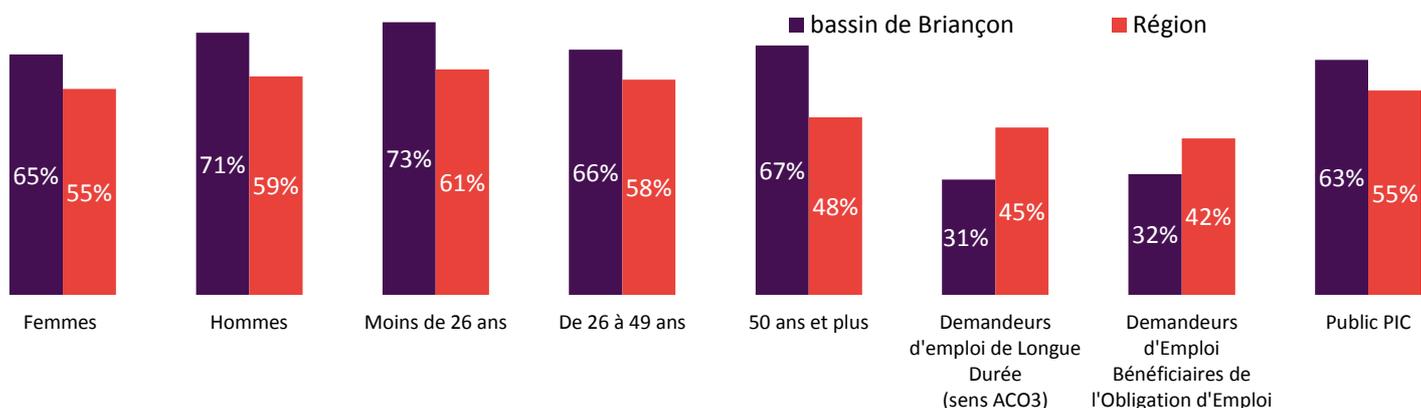


## 68% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Briançon, près de 610 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 68% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation FOR4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

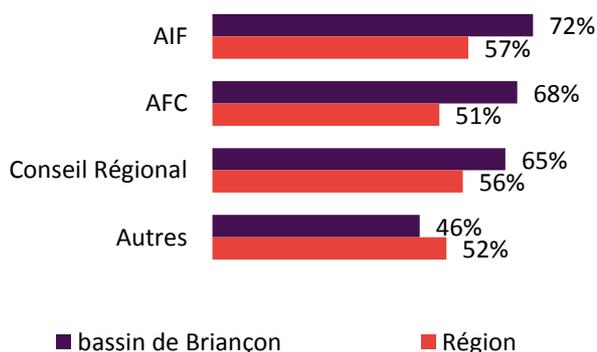
## Les AIF et les AFC permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AIF et les AFC ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 72% et 68%, juste devant celles du Conseil Régional (59%).

Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont : le service aux personnes (70%), l'échange et gestion (74%) et la formation générale, lettres et langues (71%) [cf. Tableau 11].

Graphique 15

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 11

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi	Sortants de formation
Services aux personnes	70%	240
Echange et gestion	74%	90
Formation générale, lettres et langues	71%	90
<b>Total des sortants</b>	<b>100%</b>	<b>610</b>

Source : Pôle emploi – SISP entrées en formation effectives



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 93% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 1%, ils se dirigent vers les Bouches-du-Rhône [cf. **Tableau 12**].

Tableau 12

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Hautes-Alpes	91%
Isère	1%
Bouches-du-Rhône	1%
Savoie	1%
Alpes-de-Haute-Provence	1%

**Aide à la lecture :**

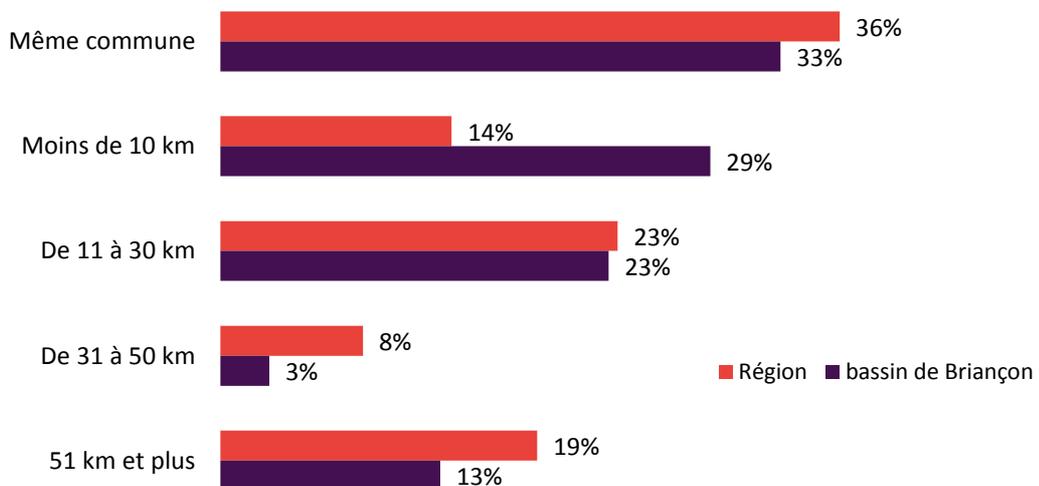
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Briançon en 2018 ont trouvé un emploi dans l'Isère.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Plus d'un tiers (33%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors que 13% ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

## En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement -0,4%. La faible attractivité du bassin se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de -0,6%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Briançon (88%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce est toujours créateur d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 7,3% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est parmi la moins touchée par le chômage de la région. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 9% des demandeurs d'emploi inscrits dans le bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la demande d'emploi a augmenté tandis que le taux de chômage a retrouvé son niveau de 2010.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 98% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 13% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 630 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Briançon. 68% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

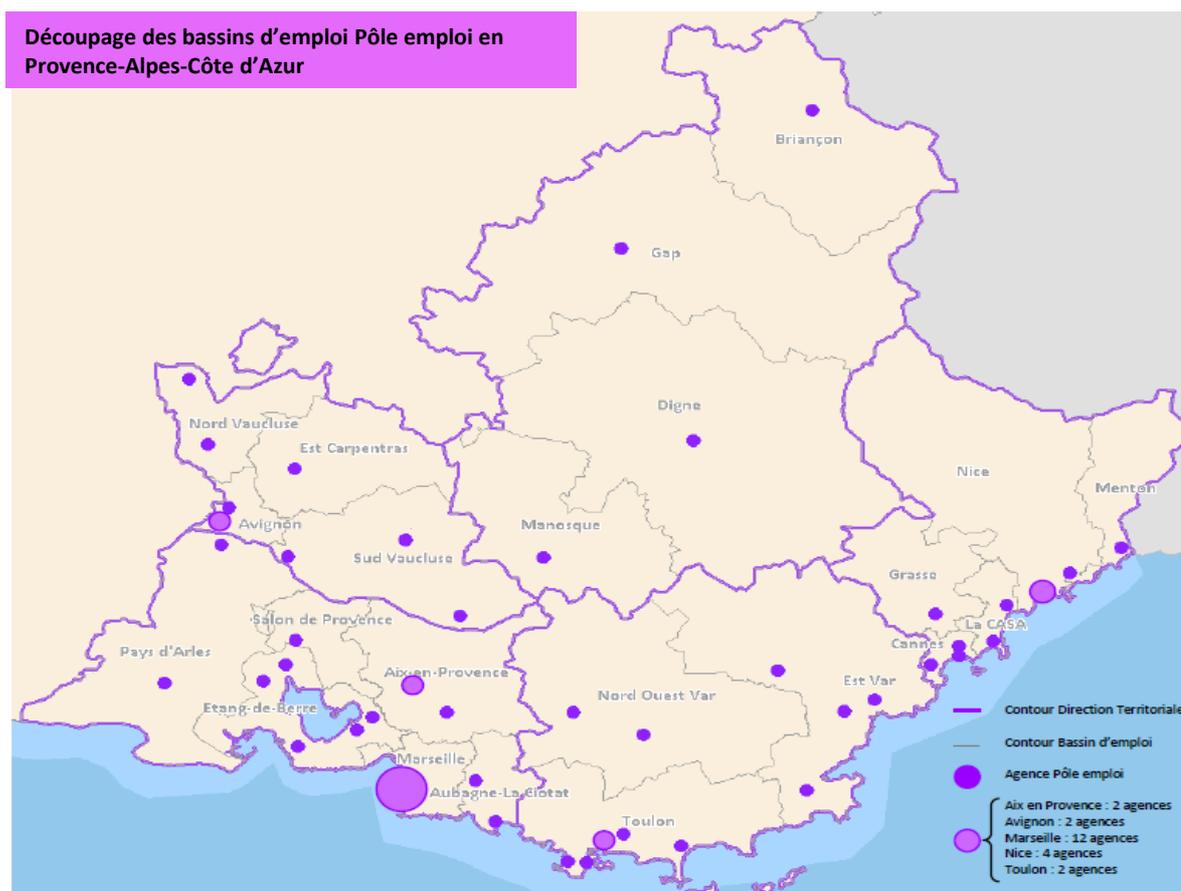
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

